
La présence économique de la Turquie en Russie et en Asie Centrale

A l'été 2016, les Présidents russes et turcs se sont engagés à normaliser les relations bilatérales entre les deux pays. Depuis, les échanges commerciaux se sont fortement développés, notamment en matière énergétique. La Turquie est devenue le 5^{ème} client de la Russie et la Russie est dorénavant le 1^{er} fournisseur de la Turquie. L'influence économique de la Turquie en Asie centrale est par nature limitée par le fait que ces pays correspondent à l'ancienne sphère soviétique et demeurent donc très liés à la Russie. Pour autant, cette région, qui affiche une proximité culturelle avec la Turquie, constitue, avec le Proche/Moyen-Orient, un relais de croissance naturel pour ce pays, dans un contexte de volonté affichée de diversification de ses débouchés et de réduction de sa dépendance à l'Europe.

1. La Turquie et la Russie sont dans une phase de rapprochement politique qui favorise la relation économique et commerciale

Le rapprochement entre la Russie et la Turquie est largement portée par la relation personnelle entre les Présidents Poutine et Erdogan. Il est vrai que les interdépendances turco-russes sont nombreuses notamment en matière énergétique, avec la croissance de la demande turque de gaz et l'impératif Russe de trouver un canal d'exportation vers l'Europe alternatif à l'Ukraine (les travaux de construction sous-marine sous la mer noire ont été achevé fin 2018. Les travaux terrestre sur la partie turque sont en cours et devraient être terminés en fin d'année. Sa capacité pourrait atteindre 14 Mds M3 d'ici 2022. Il est prévu que ce gazoduc soit doublé pour être raccordé au réseau Européen, confortant la place de la Turquie comme hub gazier transfrontalier), ou avec la participation de la Russie au développement d'une industrie nucléaire turque dans toutes ses dimensions (financement, construction, opération, fourniture et retraitement des combustibles, formation des personnels) avec la construction d'Akkuyu par Rosatom.

Ainsi, les échanges commerciaux entre les deux pays reprennent de la vigueur (sans atteindre pour autant encore le niveau de 2015, soit avant la crise politique) et se sont établis à 25,4 Mds USD en 2018. La Russie est ainsi devenue en 2018 le 1^{er} fournisseur de la Turquie, devant la Chine (part de marché de près de 10%) avec des expéditions composées majoritairement d'hydrocarbures (65,5% - Au-delà du gaz, la Russie est le 1^{er} fournisseur de produits raffinés de la Turquie). La Turquie est dorénavant le 5^{ème} client de la Russie et son 12^{ème} fournisseur. De son côté, la Russie représente un débouché croissant pour la Turquie, qui absorbe dorénavant 11% de ses exportations. La Russie est devenue son premier marché pour les produits agricoles (fruits et légumes) et son premier marché à l'export pour le secteur de la construction turc, représentant 20% des travaux réalisés à l'international par les entreprises turques et générant en 2018 un volume d'activité de l'ordre de 3,8 Mds\$. Une quarantaine de groupes (Enka, Gama, Renaissance, ...), maîtrisant bien les normes GOST, sont présents en Turquie. Les entreprises turques sont toutefois aussi présentes sur d'autres segments comme l'aéronautique/aéroportuaire et le prêt-à-porter. Au total, la relation commerciale est déséquilibrée, la Turquie enregistrant un déficit commercial de plus de 16 Mds USD. La présence Russe en Turquie est encore relativement limitée et concentrée sur certains secteurs d'activité : distribution de produits pétroliers (Lukoil), métallurgie (Magnitogorsk), finances (Sberbank avec le rachat de Denizbank)... Certaines prises de participation dans des actifs turcs ont également eu lieu (ex : Alfa comme actionnaire de Turkcell).

2. L'influence économique turque est encore limitée en Asie centrale

Depuis les années 2010, l'empreinte turque en Asie Centrale s'est traduite par l'arrivée de grands groupes qui tendent à privilégier les contrats au détriment des investissements. L'ouverture de discussions bilatérales (notamment avec l'Ouzbékistan) en matière de PPP pourrait tracer de nouvelles perspectives pour des entreprises turques dont l'expérience en la matière est reconnue. Certaines entreprises turques abordent désormais cette région comme un marché tremplin vers la Russie.

Des relations étroites avec le Turkménistan : La Turquie est le partenaire commercial principal du Turkménistan (795 M USD en 2018), devançant d'autres acteurs majeurs comme la Chine ou la Russie. La complémentarité est assez forte entre la Turquie, économie diversifiée et exportatrice, et cette économie au profil rentier. Les échanges commerciaux avec le Turkménistan sont structurellement et largement excédentaires en faveur de la Turquie. En matière d'investissement comme en matière commerciale, le Turkménistan fait figure de pré carré turc, même si la concurrence asiatique s'intensifie. La Turquie y apparaît ainsi comme le 1^{er} investisseur étranger, notamment dans le domaine de la construction. Plusieurs banques de détail turques ont aussi une présence dans le pays, alors qu'elles ne sont que peu ou pas présentes dans le reste de la CEI.

Partenaire important pour le Kazakhstan, potentiel contrarié pour l'Ouzbékistan : les échanges commerciaux entre la Turquie et l'Asie centrale sont dominés par les deux principaux marchés que sont le Kazakhstan (2,2 Mds USD d'échanges en 2018) et l'Ouzbékistan (1,7 Md USD en 2018). Ces échanges n'ont pas fondamentalement progressé sur les dix dernières années, mise à part une progression ces deux dernières années attribuable, pour le Kazakhstan, à un retour après le contrecoup de l'établissement de l'Union Economique Eurasiatique¹ en 2015 et, pour l'Ouzbékistan, au réchauffement des relations bilatérales. En termes de flux d'IDE, le Kazakhstan est, avec la Russie, le 1^{er} pays de destination des IDE turcs dans la zone (403 M USD). L'Ouzbékistan attire des investissements turcs beaucoup plus modestes quoiqu'en progression ces deux dernières années.

La Turquie est considérée par le Président kazakh comme « le partenaire économique et politique le plus fiable » du pays, dans lequel près de 1800 entreprises à capital turc opèrent. Le programme *New Synergy*, porté par les deux gouvernements depuis 2015, vise à atteindre 10 Mds USD d'échanges et à favoriser les investissements turcs à hauteur de 1,4 Mds USD. Dans cette optique, des zones industrielles conjointes ont été créées et la *Turkish-Kazakh Businessmen Union* a été fondée en 2016 pour resserrer les liens économiques bilatéraux. L'influence turque est particulièrement visible dans les infrastructures et la défense.

En Ouzbékistan, si la présence turque a pâti de mesures de rétorsion antiturques jusqu'à récemment, l'arrivée au pouvoir du Président Mirziyoyev ouvre une nouvelle page de la relation bilatérale. Une cible de 5 Mds USD d'échanges bilatéraux a ainsi été récemment fixée; la Turquie est d'ores et déjà le 3^{ème} débouché de l'Ouzbékistan, derrière la Suisse et la Chine. L'Ouzbékistan est clairement identifié par les investisseurs turcs comme un important partenaire potentiel, notamment du fait de ses ressources naturelles majeures, de son industrie textile et de son secteur immobilier solide. Le forum d'affaires turco-ouzbek de 2018 a vu la conclusion de projets d'investissements à hauteur de 3 Mds USD. De plus, la Turquie compte dans le pays de 450 filiales en 2016 employant 50 000 personnes².

Contrairement à leurs voisins, **le Kirghizistan et le Tadjikistan ne représentent pas des marchés prioritaires pour la Turquie.** Les échanges bilatéraux avec ces pays sont très limités (425 M USD pour le Kirghizistan en 2018, 379 M USD pour le Tadjikistan). Les cibles fixées dans les dernières années (1 Md USD d'échanges pour 2016) pour le Kirghizistan se sont révélées trop ambitieuses, bien que les exportations turques vers le pays tendent effectivement à progresser (377 M USD en 2018 contre 140 M USD en 2009).

¹ Arménie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizistan, Russie.

² Ce chiffre est sans doute bien plus haut désormais puisque, pour la seule année 2018, 364 entreprises turques auraient été créées, faisant de la Turquie le 1^{er} pays créateur d'entreprises, devant la Russie et la Chine

En 2017, la signature d'un accord entre Türk Eximbank et le Fonds de développement russo-kirghize va dans le sens d'un approfondissement de la relation bilatérale et pourrait permettre d'accroître la pénétration du marché kirghize par les équipements turcs. Les échanges avec le Tadjikistan n'ont pas véritablement progressé sur les dix dernières années, et sont même récemment en retrait par rapport à leur niveau du début des années 2010.

3. La diplomatie d'influence turque en soutien aux intérêts économiques

En Asie centrale plus que partout ailleurs, l'action économique de la Turquie est portée par différents leviers potentiellement puissants. Ceux-ci s'appuient essentiellement sur le soft power naturel que représente la proximité culturelle entre la Turquie et les pays de la région.

Depuis 2011, **le Turkic Business Council**³ réunit ainsi les pays turcophones (hors Turkménistan et Ouzbékistan) autour de divers projets de nature économique. Il n'agit pas comme une agence de développement mais plutôt comme un forum chargé de fixer des orientations communes. Jusqu'ici, l'accent a essentiellement été mis sur les projets d'infrastructures et de construction; l'objectif est dorénavant d'élargir le champ des actions communes, notamment en vue de diversifier l'économie des Etats-membres (transports, énergies alternatives ou encore développement d'un tissu de PME). A court-moyen terme, l'objectif du Conseil est de créer une chambre de commerce conjointe entre tous les Etats-membres. Mais force est de constater que si la Turquie avait pensé faire du Conseil Turcique un outil majeur de son influence en Asie Centrale, elle est dorénavant dans une démarche de le faire vivre au mieux, sans réelle capacité de leadership et de pression sur ces membres.

L'accueil par la Turquie de très nombreux étudiants turcophones s'inscrit dans le cadre de cette diplomatie d'influence et permet de maintenir un lien certain entre ces futures élites et leur pays de formation. La Turquie accueille traditionnellement une diaspora centrasiatique importante.

L'activisme des organisations d'affaires non-gouvernementales, qui va de pair avec l'action de Türk Eximbank est aussi une marque de l'offensive turque : c'est le cas de DEIK et de la MUSIAD, cette dernière ayant ouvert de nombreux bureaux de représentation dans la région.

Enfin, **l'action de l'agence de développement turque, TIKA**, était, pour des raisons politiques, originellement orientée vers ces pays exclusivement. Pour autant, parmi les projets mentionnés dans le dernier rapport d'activité de l'agence, seuls 8 sur 80 (même ordre de grandeur que pour la région Proche/Moyen-Orient). Les actions de la TIKA y sont essentiellement concentrées dans le secteur médical et de santé (construction d'hôpitaux en particulier).

Les relations entre la Turquie et la Russie sont structurantes pour chacun de ces deux pays mais elles sont largement tributaires des développements géopolitiques, ce qui ne permet pas d'envisager une alliance stratégique durable.

Au-delà de la seule influence russe, la Turquie apparaît comme un acteur de seconde zone en Asie centrale (hors Turkménistan), dont l'empreinte est limitée par le rendez-vous manqué des années 1990⁴ et par la volonté de ces pays de ne pas retomber dans une sphère d'influence (Russie, Chine, Etats-Unis). Néanmoins, les besoins majeurs dans les domaines de la construction, des infrastructures, des transports et des industries extractives, soulignent la place à prendre ou à consolider pour une offre turque familière de ces problématiques. Ici comme ailleurs transparait un enjeu de diversification de l'offre turque, pour répondre au besoin de diversification (partenaires commerciaux et filières économiques) des économies de la région. De même, l'approche de type « mercenaire » qui conduit les Turcs à se focaliser sur la conclusion de contrats au détriment d'investissements durables continuera de constituer un frein à un véritable ancrage turc.

³ Il fait partie du Conseil turcique, organisation régionale créée en 2009.

⁴ La Turquie s'était alors inscrite dans la posture d'un nouveau « grand frère », rejeté par les nations centrasiatiques.

L'influence turque sous l'angle des « corridors », souvent mis en avant en évoquant la Turquie (énergie, transports), n'est certes pas tangible pour l'heure et son potentiel est altéré par de nombreuses alternatives possibles (vers l'Asie, ou vers l'Europe via la Russie). Pour autant, la Turquie reste un point de passage naturel important, que le règlement de la Caspienne laisse désormais entrevoir plus clairement.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.